

Pour un parti des travailleurs et travailleuses, communiste et internationaliste

BioMéryeux

Lundi 3 novembre 2025

Travailleurs d'ici ou d'ailleurs, un même combat contre le patronat !

Jeudi dernier, le RN a pour la première fois remporté un vote à l'Assemblée nationale : une motion appelant à « dénoncer » l'accord migratoire franco-algérien de 1968. Il a été un moment supplémentaire pour le RN de décharger sa bile raciste et de faire sa petite cuisine en décrochant des votes de la droite.

De quoi traite cet accord ?

Depuis 1968, l'accord en question a été modifié par l'État français à trois reprises. Quelques dispositions avantageant un peu les Algériens par rapport aux autres immigrés, comme la réduction de six mois du délai pour demander le regroupement familial. Mais les autres les handicapent : la régularisation par le travail ou pour motif humanitaire ne s'appliquent pas à eux ; les étudiants diplômés en France peuvent plus difficilement rester pour travailler.

Beaucoup de bruit raciste...

Depuis que les mobilisations « Bloquons tout » et les grèves de septembre n'occupent plus les médias, la boue raciste ressurgit. Ils montent en épingle le moindre fait divers dans lequel des étrangers sont mêlés. S'agit-il de faire diversion ? En partie oui : ce ne sont pas les immigrés qui licencient, bloquent les salaires, ou cassent les services publics, mais les capitalistes et le gouvernement. Cette démagogie vise également à nous affaiblir. En créant un climat de défiance entre nous, le racisme veut nous empêcher de faire bloc face à nos employeurs, de défendre nos conditions de vie.

Le RN n'en a d'ailleurs pas le monopole. La droite et le gouvernement mènent depuis deux ans une vraie campagne contre les Algériens. Ils dénoncent hypocritement la dictature des généraux, alors que l'État français s'est bien gardé d'aider le peuple algérien à s'en débarrasser lors du mouvement de révolte du « Hirak », et visent en fait tous ceux qui parmi nous, en France, ont des racines de l'autre côté de la Méditerranée.

... pour couvrir le bulldozer des attaques antisociales

En retour, le RN rivalise avec Lecornu sur les manières de nous faire les poches. Le 23 octobre, il présentait devant un parterre de patrons son « contre-

budget ». Loin de combattre les coupes budgétaires, il veut raboter 36 milliards d'euros de plus. Ses cibles sont les pauvres, les étrangers et la protection de l'environnement. Mais se passer d'autant d'argent public retombera fatallement sur toute la population laborieuse. Surtout qu'à l'inverse, il refuse de toucher aux 270 milliards d'aides aux capitalistes. Ses députés multiplient les votes contre tout ce qui va un tant soit peu dans ce sens !

Seulement, rien ne fonctionne sans nous dans cette société. C'est d'ailleurs par le mot d'ordre « Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête ! » que la Marche des solidarités va mobiliser le 18 décembre prochain pour la journée de solidarité internationale des migrants. Derrière ce slogan, il y a toute la réalité des travailleurs et travailleuses sans-papiers, exploités, opprimés dans les ateliers, les métiers de service et les chantiers que le patronat presse jusqu'à la mort parfois, mais qu'il utilise aussi pour mettre la pression sur l'emploi et les salaires sur l'ensemble du monde du travail.

C'est cette logique qu'il faut briser en nous joignant massivement à la mobilisation du 18 décembre, comme vont déjà le faire les travailleurs et travailleuses du social en appelant à la grève. Si nous faisons bloc, les patrons, les riches et le gouvernement à leur service ne pourront rien nous imposer. N'en déplaise à ceux qui, à gauche, prétendaient qu'avec la fin du 49.3, ils pourraient nous défendre à l'Assemblée – avec le résultat qu'on voit –, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de prendre nos affaires en main. En commençant par nous unir, quelles que soient nos différences.

La confiance

La confiance est un mot et un acte forts qui implique la certitude que l'autre partie nous traitera toujours avec respect quelles que soient les circonstances. Alors quelle « confiance » peut-il exister entre un patron et ses salariés alors que cette relation est nécessairement bâtie sur un rapport d'exploitation ? Et que le patron susmentionné peut y mettre fin dès qu'il l'estimera bénéfique pour ses profits ?

La seule confiance que nous pouvons bâtir, c'est celle dans notre force lorsque nous nous unissons dans la lutte ! Ayons confiance en nous et dans le pouvoir de notre classe !

Battons-nous

Elles sont nombreuses, les raisons de se battre : obtenir urgemment des augmentations de salaires décentes, faire embaucher tous les précaires, abolir les inégalités de traitements et de salaire entre les hommes et les femmes...

Alors ne nous laissons pas berner par les discours bien rodés de la direction sur la baisse des ventes et le contexte géo-politique compliqué. Car les profits sont toujours là, et ils vont grossir les poches des actionnaires, bien qu'ils aient été fabriqués par notre sueur et notre fatigue. Battons-nous massivement pour un avenir plus vivable et serein pour tous !

400 000 emplois supprimés en 2 ans : le CGT appelle à aider... les patrons !

100 000 emplois directs et 300 000 emplois indirects ont été supprimés ou menacés depuis septembre 2023. C'est le chiffre que la CGT a avancé alors qu'une délégation était reçue, à Bercy, par le ministre délégué à l'industrie, Sébastien Martin. La secrétaire générale de la centrale, Sophie Binet, a tenu à souligner que ces chiffres étaient partiels et sans doute minorés. 40 % des postes menacés ou supprimés sont des emplois industriels. Face à cette saignée la CGT vaut-elle appeler à interdire les licenciements et mobiliser les travailleuses et les travailleurs dans ce but ? Vous n'y êtes pas du tout. Lors de cette entrevue la CGT a réclamé l'organisation d'« assises de l'industrie afin de définir une stratégie ambitieuse de réindustrialisation », la réorientation des aides publiques aux entreprises, l'intervention renforcée de l'État et l'utilisation de la commande publique pour favoriser la production locale et nationale. Bref plus d'aides pour les patrons dans l'espoir qu'ils licencient moins. Une stratégie 100 % perdante pour les salarié-es.

Les dangers de la vente en ligne sur Shein et Temu

Une enquête, que vient de publier l'organisation de consommateurs *UFC Que Choisir*, révèle des risques sérieux liés à certains produits vendus sur les plateformes chinoises en ligne Shein et Temu. 162 articles ont été testés, incluant chargeurs, jouets et bijoux. 69 % d'entre eux ne respectent pas les normes européennes et 57 % présentent un risque réel pour les utilisateurs. Par exemple un bijou acheté sur Shein contenait 87 % de cadmium, soit 8 700 fois la norme autorisée. Ce qui fait le succès de ces plateformes, chinoises ou autres, est qu'elles proposent des produits très bon marché alors même que le pouvoir d'achat de la population modeste ne fait que baisser. D'où également l'engouement pour l'ultra-fast fashion et les magasins de revente de seconde main et d'occasions. Car ce qui préoccupe avant tout celles et ceux qui achètent ce sont les bas coûts, même si la qualité ne suit pas. Manque de pouvoir d'achat oblige.

Répression des manifestations au Maroc

Après les importantes manifestations de la jeunesse marocaine organisées par le collectif GenZ 212 contre la corruption, le sous-développement et la décrépitude des services publics de l'éducation et de la santé, la justice royale se venge. Elle a décidé de poursuivre près de 2 500 personnes, dont certaines pour « rébellion en réunion », « outrage et violence envers des forces de l'ordre » ou encore « incitation à commettre des crimes et participation à des rassemblements armés ». Sur ce nombre 1 400 ont été placées en détention et 411 déjà condamnées, dont 76 mineures. Parmi elles, 61 ont écopé de peines allant d'un à quinze ans de prison ferme. De son côté, l'Association marocaine de droits humains a dénoncé la rédaction par la police de procès verbaux sous la contrainte. Ce qui, venant de ce régime, n'est pas étonnant. Solidarité avec la jeunesse marocaine et tous les condamnés et emprisonnés !



Achetez le journal « Révolutionnaires » au prix de 2€ auprès de nos diffuseurs !

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Imprimerie Spéciale NPA